



# ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

physique nucléaire

Question écrite n° 25547

## Texte de la question

M. Patrick Leroy interroge M. le ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie sur les perspectives de réalisation du projet « soleil ». Les premières réflexions sur le remplacement des installations vieillissantes du laboratoire de l'utilisation du rayonnement électromagnétique (LURE) ont été lancées en 1989 lors d'un colloque réunissant ses utilisateurs. Le travail des scientifiques de diverses disciplines a permis de définir ce nouvel équipement dont la luminosité surpassera de beaucoup celle de LURE et qui permettra de caractériser les objets de taille manométrique. Pour poursuivre ses recherches, la communauté scientifique française a besoin de bénéficier d'un large accès à un centre de rayonnement synchrotron optimisé. Si les coopérations européennes actuelles doivent se poursuivre et s'élargir, l'accès aux centres existant aujourd'hui ou en construction en Europe (Trieste, Lund, Berlin et Villigen) ne permettront guère de satisfaire l'ensemble de la demande française. Il lui demande en conséquence quelles décisions il envisage de prendre pour la concrétisation rapide du projet « soleil ».

## Texte de la réponse

La politique conduite par le Gouvernement dans le domaine de la recherche publique poursuit deux objectifs fondamentaux : redonner à la recherche française une place de premier plan et faire de ce secteur un moteur de l'essor de l'économie et de la lutte contre le chômage. Ce double objectif ne peut être atteint qu'en favorisant l'émergence de disciplines nouvelles et en faisant une plus grande place aux jeunes. Ces nouvelles orientations justifient une réorganisation de la structure interne du budget civil de la recherche développement (BCRD). Cette mesure se traduit principalement par la réduction de l'aide directe apportée par l'Etat aux grandes entreprises et par la maîtrise des financements prévus pour les très grands équipements, au profit d'un redéploiement des crédits pour le fonctionnement et l'équipement des laboratoires, ainsi que pour l'aide aux PME innovantes. Cette année encore, les gros équipements absorbent environ 50 % de l'augmentation du BCRD. Pour corriger cette situation, le Gouvernement a décidé, après les réunions du CIRST en juillet 1998 et juin 1999, de ne plus construire ces équipements autrement que dans un cadre multinational européen. Cette décision doit permettre non seulement de dégager des crédits pour la mise en oeuvre des priorités retenues, mais également de favoriser la structuration d'une communauté scientifique européenne, dont l'activité autour des grands équipements est l'un des vecteurs. Après de nombreux contacts pris dès décembre 1998 avec les ministères des pays concernés par le rayonnement synchrotron de troisième génération, notamment la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie et la Suisse, et après une réflexion conduite par les directions de la technologie et de la recherche, il est apparu que la construction de deux machines très semblables, telles que Diamond et Soleil, ne serait pas pertinente. C'est pour l'ensemble de ces raisons que le Gouvernement français a décidé de coopérer avec le Gouvernement britannique et la fondation Wellcome Trust pour la construction du synchrotron Diamond. La communauté scientifique française ne devrait pas être lésée par cette décision. D'une part, les équipements de cette nature en France (l'ESRF à Grenoble et le Lure, à Orsay) sont déjà importants et, d'autre part, cette communauté aura un accès au nouvel équipement égal à celui des chercheurs britanniques. Enfin il a été décidé, d'un commun accord avec les ministres britannique, allemand et italien, de mettre en place un consortium européen des gros équipements, qui devrait permettre d'optimiser l'utilisation des installations européennes existantes et de développer les moyens futurs. S'il s'avérait dans ce cadre que la communauté

scientifique européenne a besoin d'un nouveau synchrotron, sa construction pourra alors être envisagée en coopération avec l'ensemble des partenaires de la France.

## Données clés

**Auteur** : [M. Patrick Leroy](#)

**Circonscription** : Nord (19<sup>e</sup> circonscription) - Communiste

**Type de question** : Question écrite

**Numéro de la question** : 25547

**Rubrique** : Recherche

**Ministère interrogé** : éducation nationale, recherche et technologie

**Ministère attributaire** : éducation nationale, recherche et technologie

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le** : 22 février 1999, page 1008

**Réponse publiée le** : 17 janvier 2000, page 337